VIOLENCE D'ÉTAT

Entretien avec Geneviève Legay : « Dès que j'irai mieux je reprendrai le combat, jusqu'à ma mort »

Hospitalisée depuis la violente charge policière dont elle a été victime le 23 mars à Nice, Geneviève Legay nous a accordé une longue interview téléphonique, dans laquelle elle pointe les nombreuses zones d'ombres émaillant cette affaire. Malgré son état de santé, sa détermination reste intacte :« Ce n'est pas possible de laisser ce monde à nos enfants, donc dès que j'irai bien je serai dans la rue ».

Courant Communiste Revolutionnaire et Flora Carpentier

| 29 avril 2019

Depuis son hospitalisation, Geneviève Legay s'est très peu exprimée dans les médias. En raison de son état de santé, mais pas seulement. Il aura fallu trois prises de rendez-vous pour que l'hôpital laisse finalement le journaliste du Quotidien rencontrer la militante d'ATTAC de 73 ans, souffrant de multiples fractures au crâne et au coccyx, et d'une perte partielle de ses 5 sens. A croire que sa parole dérange, et ce jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir. On ne s'en étonnera pas, tant les zones d'ombre sont nombreuses dans cette affaire, et les témoignages en incohérence avec les déclarations du procureur de la République de Nice et d'Emmanuel Macron lui-même, prétendant que Geneviève n'avait « pas été touchée par les policiers ». Des déclarations expéditives rapidement remises en cause par les témoignages et vidéos de la scène. Alors aujourd'hui, le combat de cette militante « de terrain » depuis 50 ans, comme elle aime à le rappeler, est multiple. Gilet Jaune de la première heure, elle n'entend pas en rester là et se bat désormais pour faire reconnaître la vérité sur ce qui lui est arrivé et obtenir une réparation en justice.

« Nous allons redéposer des plaintes au nom de Geneviève Legay visant

l'ensemble de ceux qui ont pu donner des ordres. Ce n'est pas parce qu'on participe à un rassemblement interdit qu'on doit être chargé », a déclaré son avocat Maître Arié Alimi ce lundi aux côtés de Geneviève, à l'occasion d'une conférence de presse donnée au CHU de Nice. « L'une pour violences volontaires et complicité de violences volontaires contre le commissaire M. Souchi (en charge des opérations de maintien de l'ordre le jour des faits), le préfet et X, puis une autre pour subornation de témoin, faux et usage de faux et dissimulation de preuves contre X » a-t-il précisé.

Plongée au cœur d'une affaire de violence d'État qui ne dit pas son nom.

https://www.youtube.com/embed/HIhEfdG8V7c

Révolution Permanente : Est-ce que vous pouvez revenir sur cette journée du 23 mars, quels souvenirs en avez-vous ?

Geneviève Legay : Mon souvenir c'est que je pensais que la Place Garibaldi n'était pas interdite et même si cela l'était, je suis une désobéissante et je serais descendue pour le droit de manifester. Je dis que cela n'est pas pour moi mais pour mes enfants, petits-enfants car je suis vieille et que cette société que l'on nous impose n'est vraiment pas belle, donc je manifestais pour ça et puis j'allais partir rejoindre les Gilets Jaunes quand j'ai vu un cordon de flics se mettre derrière moi. Je n'ai pas trop compris. C'était des grands costauds, j'ai flipé deux secondes et puis je me suis dit 'tu as le drapeau de la paix, tu ne fais rien de

mal ... et je me suis revenée aux urgences.

Je pense qu'ils m'ont donné un coup de matraque, un coup de bouclier. Hier j'ai reçu une photo qui prouve ce que je pense depuis le début : je me suis écroulée sur moi-même et les copains qui étaient autour de moi, personne ne m'a vue tomber mais ils m'ont tous vue par terre. Ils ont aussi vu les bavures policières, à savoir que le commissaire Souchi a interdit les streets-médics (infirmières, docteurs) de m'approcher, ensuite il est passé 5 rangées de policiers sur moi, il y en a un qui m'ont enjambé et d'autres donné des coups. Après, les copains me disent que mon corps n'aurait pas était mis en PLS comme ont le fait quand il y a des blessés, mais ils m'ont tirée par les pieds, ils m'ont tirée de partout pour faire croire que je m'étais pris les pieds dans une borne. En fait, il y a beaucoup de bavures policières. Les avocats ont du travail à démontrer tout cela.
Donc moi je ne me suis pas vue tomber, je dis depuis le début… j'ai eu des points en haut de la tête et je pense que j'ai eu un coup de matraque qui m'a fait tomber sur moi même. Ce qui expliquerait aussi ce qui est inexplicable : la fracture du coccyx.

R.P. : Effectivement il y a énormément de zones d'ombres autour de ce qu'il vous est arrivé puisque dès le lundi le procureur de la république, Emmanuel Macron et ensuite Christian Estrosi se sont empressés de prendre la parole et de dire que vous n'avez pas été touchée par le bouclier du CRS alors que vous étiez encore aux urgences et qu'on ne savait même pas dans quel état vous étiez…

G. : Dès le samedi même. Le pronostic vital a été poursuivi le week-end, et une semaine après. Pendant une semaine, j'avais la tête pleine de sang. Ils ont pris la

décision de ne pas m'opérer, tant mieux. Le but c'est que ça se résorbe tout seul. J'ai retrouvé partiellement la vue il y a 15 jours, c'est pas simple car mes lunettes de vue ne me vont plus. J'ai retrouvé une partie de l'ouïe à droite, on va dire 5/10, mais j'ai toujours mal dans la mâchoire et dans l'oreille droite, je ne sais pas ce qu'il se passe. J'ai 5 fractures crâniennes et demain je passe un panoramique dentaire pour savoir si ma mâchoire a été décrochée de l'oreille. Je ne sais pas exactement…

Et vous avez aussi 5 côtes fêlées ?

G. : Non, cela est faux. Quand ils me disaient que j'avais 5 côtes cassées ou fêlées, je disais que je ne sentais absolument rien. On a fini par penser que c'était à cause de la morphine comme j'étais sous morphine jusqu'au 3 avril. C'est d'ailleurs pour ça qu'ils n'ont vu que le coccyx était fracturé qu'à partir du 3 avril, quand les douleurs se sont réveillées. J'ai le coccyx fracturé, le rocher de l'oreille fracturé, 5 fractures et traumatisme crânien, et maintenant, je ne marche pas seule. Donc on espère que l'objectif du 15 mai sera le bon, que je remarcherai d'ici là.

R.P. : L'idée c'est de sortir de l'hôpital le 15 mai, d'après votre médecin ?

G. : Oui, de ressortir en pleine forme parce que là je suis incapable de renter chez moi, je ne tiens pas assise, je ne tiens pas debout. En fait ce qu'ils m'ont expliqué, c'est que mon cerveau a enregistré l'horizontalité et que maintenant il ne veut pas ou n'arrive pas à enregistrer la verticalité. Quand je suis debout c'est comme si j'étais ivre, j'ai le vertige et je ne tiens pas debout seule.

R.P. : Si je comprends bien, la version avancée à la fois par le procureur et Emmanuel Macron comme quoi vous seriez tombée de vous-même et vous seriez frappé la tête sur un poteau, il n'y a aucune certitude de cela ?

G. : C'est une construction ça. Ils ont même tiré mon corps pour me mettre les pieds à côté de cette borne. Mais si je m'étais prise les pieds dans une borne, j'aurais fait un vol plané, or je n'ai pas fait de vol plané.

R.P. : Et Médiapart a interviewé un témoin qui a vu les policiers vous tirer…

G. : Oui, il y a pleins de gens qui témoignent de ça, ils ne m'ont pas vu tomber. Personne ne m'a vue tomber. C'est ce que j'explique parce que je suis tombée sur moi même. D'ailleurs hier on m'a envoyé une photo où on voit bien que je tombe sur moi même. Je suis très contente car les vidéos affluent et finalement c'est ce que j'ai dit depuis le début : on a dû me donner un coup de matraque derrière la tête, en même temps, je pense, que le bouclier.

Je ne sais pas si vous savez que, le vendredi, presque une semaine après, le procureur est venu s'excuser en disant qu'il avait bien vu les images d'un policier qui me frappe, celui au bouclier. Mais il parle pas de celui de la matraque. Comment s'explique le trou dans la tête ? Je pense que j'ai perdu connaissance à partir de ce coup de matraque que je maintiens depuis le début.

R.P. : En parallèle on a eu des témoignages de street-médics qui ont dit qu'ils n'ont pas pu vous approcher. Ce qu'on voit d'ailleurs sur les vidéos…

G. : Le commissaire Souchi les a interdit de m'approcher et il les a même fait envoyer en garde à vue 10h chacun. C'est scandaleux. Mon dossier ce ne sont que des bavures policières, c'est grave. Il y a même le capitaine des gendarmes qui

a refusé d'écouter Boulin. C'est pour ça qu'il a mis des grands fils costauds après derrière moi. Il faut analyser tout ça.

R.P. : Autour de ces zones d'ombres, il y a ce que vous expliquiez, des policiers qui sont venus dans votre chambre. Le Quotidien qui a voulu vous interviewer très rapidement et a été empêché de rentrer dans l'hôpital alors que vous lui aviez donné votre autorisation. Par contre les policiers se sont empressés de venir vous voir. Qu'est-ce qu'il vous ont dit ? Est-ce que vous pouvez nous raconter un peu ce qu'il s'est passé ?

G. : J'ai dis depuis le début que le dimanche matin, 12h après que je me sois réveillée du coma, mais je n'avais alors pas de notion de l'heure, j'ai vu deux policiers qui sont entrés dans ma chambre et qui ont essayé de me faire dire que c'était un journaliste. Or le journaliste était à 2m50 de diagonale à côté de moi sur la gauche. J'ai dit « non, non, non je ne vois pas ce journaliste me faire tomber, pourquoi un journaliste me ferait tomber ? » Ils sont partis. Après, ils en arrive deux autres, deux hommes, je dirais une demie heure après. De même, ils veulent me faire dire que c'est un journaliste… « J'ai dit à vos collègues que cela ne tient pas debout. Je ne vois vraiment pas pourquoi ce journaliste me ferait tomber. » Ensuite deux femmes policières sont venues.Six policiers en tout. Moi je raconte ça depuis le début, qu'il y a subornation. Finalement durant la semaine, mon avocate est allée voir mon dossier qu'elle n'arrive toujours pas à avoir et a regardé les 160 pages de synthèse du tribunal. Là, les six policiers m'ont posé tout à fait une autre question. Et j'apprends, maintenant c'est ma parole contre six, qu'ils vont certainement dire que je suis malade. Et c'est là que j'apprends qu'ils sont venus à 7h32 du matin, un dimanche matin où il n'y avait personne dans ma chambre. On les a laissés passer et les six m'auraient posé une question tout à fait banale qui n'est pas du tout celle que j'ai entendu moi. C'est fort de café quand même. Si c'était une question banale, pourquoi sont-ils venus à six me chercher ? Avec l'autorisation du cadre de santé à 7h32 et les deuxièmes sont venus avec l'autorisation d'un deuxième cadre de santé. Si on vient à 7h32 du matin, c'est que l'on quelque chose d'important à dire…

R.P. : Et à l'inverse pour le média Le Quotidien qui a essayé de vous interviewer, ça a été la croix et la bannière, on a prétexté votre santé pour ne pas leur laisser accéder à votre chambre. Votre parole dérangeait-elle ?

G. : Je ne suis pas... la préfecture avait dit que quelqu'un gardait ma porte 24h/24 et donc certains me disaient que j'étais considérée comme étant une terroriste, et d'autres « non, c'est pour votre protection ». Ils ont laissé mes filles, mes petits-enfants et ma sœur venir, mais là aussi, c'était la croix et la bannière : il fallait qu'ils montrent leur carte d'identité. Ma fille a été infirmière 15 ans à l'hôpital, et elle n'aurait jamais accepté ça. Ce n'est pas aux personnels de santé d'accepter ce genre de situation, et d'ailleurs quand je suis arrivée ici le 2 avril, il y avait toujours ce garde devant la porte qui a dit au cadre de santé qui devait rentrer, et qui ne devait pas. Il lui a répondu, comme disait ma fille, « ce n'est pas du tout notre rôle, nous déjà on manque de personnel, donc on ne va pas jouer ce rôle là. » Et il ne l'a pas joué. Et le fameux type de la préfecture est parti, et il n'est plus jamais revenu.

R.P. : Le fait que le procureur s'empresse de donner sa version des faits en disant que vous n'aviez pas été touchée par les policiers, témoigne d'une similitude avec le cas de Zineb Redouane...
G. : (Elle coupe) Oui, oui tout à fait !

R.P. : Zineb Redouane qui a été tuée après avoir reçu une grenade lacrymogène le 1er décembre, où, de même, le procureur s'était empressé de dire qu'elle était morte après un choc au bloc opératoire, et que la grenade n'était pas en lien avec sa mort, qu'elle était tombée sur le balcon alors que la grenade lui est arrivée en pleine figure. Comment vous pouvez expliquer ce parallèle ?

G. : C'est d'étouffer les affaires. Le 15 avril j'avais donné une conférence de presse qui devait passer sur les chaînes à 19h, et Macron devait parler à 20h. Mon avocat m'avait téléphoné en me disant, vous allez poser des questions à Macron comme si c'était votre petit-fils et vous allez lui dire pourquoi vous étiez descendu sur la place ce jour là, lui parler des services publics qu'il est en train de tout casser, et ça finissait par poser la question de madame Redouane qui était complètement ignorée, que c'était très grave. J'allais poser toutes ces questions à monsieur Macron, à la fin je lui disais qu'on ne lâcherait rien, mais c'est le jour où, à 19h Notre-Dame commençait à brûler et Macron n'a pas parlé, et moi non plus. Mais il y avait ces questionnements sur madame Redouane parce que franchement c'est grave de chez grave. On cache les bavures policières, écoutez, je ne vais pas dire qu'on est en dictature, mais quand même il y a une dictature

larvée qui se met en place, et si les gens n'en prennent pas conscience, ça va être grave. Beaucoup de gens en parlent, pas que des gens de gauche, des gens qui ne font pas de politique parlent de cette dictature larvée. Quand vous voyez que la semaine dernière, ils fichaient les gens qui viennent à l'hôpital suite aux manifestations, c'est quoi ce fichage ? Vous voyez bien qu'il y a quand même quelque chose qui ne tourne plus rond en France.

R.P. : Jeudi dernier, Macron s'exprimait sur le « grand débat » via une conférence de presse, et justement les journalistes étaient triés sur le volet. Mediapart qui comptait poser une question sur les violences policières n'a pas été autorisé à prendre la parole. On voit que Notre-Dame ou pas, il y a surtout une volonté de faire taire la question des violences policières…

G. : Oui, ça leur a servi pendant une bonne semaine, Notre-Dame en boucle sur toutes les chaînes qui sont toutes à son service, au service du libéralisme. Concernant cette conférence de presse, personnellement je n'attendais rien de lui mais il a été plus que décevant, il n'a rien avancé par rapport aux revendications des gilets jaunes, dont je fais partie. Il n'a fait aucun geste. Pour les femmes, sur la question des pensions, ça existait déjà, la femme doit porter plainte et ensuite c'était la CAF qui payait, puis qui se retournait contre le compagnon. Mais souvent les femmes ne portent pas plainte parce que c'est quand même le père des enfants. Donc Macron n'a fait que parler d'un truc qui se faisait déjà, par la CAF.

R.P. : Il y avait des propos qui avaient choqué très largement, ceux de Macron qui vous conseillait une forme de sagesse suite à quoi vous avez reçu énormément de soutiens, on a vu dans les manifestations des pancartes de retraités qui revendiquaient leur droit à manifester. Vous les avez pris comme une forme de mépris, ces propos-là ?

G. : On dira que c'est un de plus. Je lui ai répondu via plusieurs médias. Je trouve que je suis sage justement parce que je suis auprès du peuple et de sa souffrance. C'est lui qui n'est pas sage. Qu'est ce qu'il fait ? Absolument rien, aucun geste. On l'a vu avec sa conférence de presse de la semaine dernière. A se demander s'il est capable de comprendre. Nous on se lève tous les matins, on a des centimes à gérer. Eux ils se lèvent, et ils ont des millions, des milliards. Donc est-ce qu'il peut comprendre le peuple ? Bien sûr que non. Et c'est pour ça que je dis aux

gens, nous sommes nombreux, et il faut qu'on se mette tous ensemble et qu'on dise « on ne veut plus de cette société ! ». Quelle priorité ? Ils ont tellement détricoté.. Quand on était jeunes, on n'était pas riches, mais on vivait. Depuis 1984, et le capitalisme financier, on ne vit plus. Ils ont tout détricoté, c'est terrible. La première chose que je ferai, plus personne dans la rue, et refaire de vrais services publics, ceux issus du Conseil National de la Résistance, pas ceux qu'on a aujourd'hui.

R.P. : Avec ces propos, c'est ce même mépris qu'il affiche envers les retraités qui se sont mobilisés très fortement dans le mouvement des gilets jaunes et qui attendent beaucoup plus, qui ne sont pas satisfaits aujourd'hui des annonces d'indexation des pensions sur l'inflation…

G. : Oui, déjà parce que les retraités, on vit de plus en plus mal. Notre retraite a augmenté de 0,3% en 2018 après avoir stagné pendant des années, et que sur la même année l'inflation a augmenté de 1,8%. Donc vous voyez on a perdu 1,5% de notre pouvoir d'achat. Les retraités on fait beaucoup de boulots pour nos enfants et nos petits-enfants, on les garde, et qu'est ce qu'on voit ? On voit un avenir noir pour eux. Même avec un bac+5, il n'y a pas de travail. Ils ont le souci pour leur progéniture, et comme ils disent sur les ronds-points, on survit, on ne vit plus. Tout en sachant qu'il y a plein d'argent à côté, dans les paradis fiscaux. A Attac, on dénonce ça depuis 20 ans, et on dit qu'un autre monde est possible mais construisons le ensemble, et jusqu'à aujourd'hui, on n'avait pas trop de monde autour de nous parce que les gens étaient dégoûtés.

Ce que j'ai aimé dans les gilets jaunes, c'est ça. C'est à dire que le 17, j'ai entendu diesel, mais j'ai aussi entendu taxes, moi je suis contre les taxes, et notamment je me bats contre la TVA depuis des années, qui est l'impôt le plus injuste.

Le 18, j'allume ma télé, et je vois une femme qui dit « je touche 600€, le 3 du mois je n'ai plus rien à donner à mes enfants ». L'autre qui dit, « j'ai 800€, je peux pas payer mon loyer ». Et là je me dis, enfin, ça y est, les gens descendent, et ils osent dire qu'ils sont pauvres. Ils ont compris qu'ils ne sont pas pauvres à cause d'eux mais à cause des institutions et de la politique mise en place. Ah j'étais contente, et depuis, je suis gilet jaune. J'en rêvais depuis 45/50 ans, que les gens descendent, parce qu'en fait avant, j'ai signé beaucoup de pétitions, je vais sur les marchés… Je suis une militante de base comme je dis, je suis une citoyenne prolo.

Et les gens quand vous leur disiez, regardez ce qu'ils nous font, à nous, les pauvres, ils se rétractaient. Ils n'aimaient pas entendre qu'ils étaient pauvres, mais parce que jusqu'à il n'y a pas longtemps, ils pensaient que c'est eux qui ne savaient pas gérer, qu'ils ne savaient pas y faire. Et là sur les ronds-points, j'ai vu le film de Ruffin aussi « J'veux du soleil », vous voyez des gens qui s'expriment et qui ont compris que ce n'est pas à cause d'eux. Et aussi, avec ce gilet jaune, ils ont créé des liens. Dans les Carrefour c'est magnifique, les gens ne se parlaient plus, maintenant ils se parlent.

Et avec les syndicats, aux alentours du 20 décembre, si on était en grève, on rentrait chez nous parce qu'il allait y avoir Noël. Eux se sont dit 'mais on n'a rien à perdre, on va fêter noël sur les ronds-points'. Et je trouve ça magnifique de chez magnifique.

Bon, ce que je reprocherais entre guillemets, c'est qu'ils n'attaquent pas le patronat. Mais après j'ai compris pourquoi aussi, sur les ronds-points il y a des artisans, des petits entrepreneurs, des auto-entrepreneurs, tout ceux-là étaient sur les ronds-points. Mais j'ai pas l'impression qu'ils parlent des multinationales. Le monde aujourd'hui, depuis 1984, il est tenu par qui ? Par les banquiers, par les assurances et par les multinationales. Mais ça commence, je reçois pas mal d'images des gilets jaunes et récemment j'ai vu « Medef pourriture ».

Et en 5 mois je trouve qu'ils ont aussi beaucoup évolué politiquement même s'il reste des fachos. Mais ils se trompent d'adversaire quand ils pensent que c'est les migrants qui viennent manger leur pain. Mais je trouve qu'en 5 mois ils ont vraiment progressé, et je suis fière d'être avec eux. On a reçu une vidéo du rond-point à côté de chez moi, de Drap/Cantaron (06) et elle est magnifique, et je ne retirerai pas une virgule, je n'en ajouterais pas une de plus tellement ils ont évolué. C'est pour ça que maintenant, il faut faire cette convergence des luttes parce que si maintenant on ne comprend pas qu'il faut être tous ensemble, une fois de plus, on va perdre.

R.P. : Vous dites que vous militez depuis 50 ans, vous êtes retraitée mais vous étiez éducatrice spécialisée c'est ça ?

G. : Voilà j'ai même été cheffe de service de ce que l'on appelait la DASS autrefois, les foyers de l'enfance. Disons qu'à partir du moment où j'ai commencé à militer, parce que je ne viens pas de gauche, je viens d'une famille on va dire de

droite extrême, pétainiste, puis gaulliste. Quand j'ai commencé à militer en 1975, je déménage dans un quartier où ils ont construit 300 villas, 230 accessions à la propriété et 70 HLM. Je suis moi-même en HLM parce que je n'ai jamais pu acheter, je viens d'une famille très pauvre. Et là j'arrive, il y a 1200 habitants dans le village, dont 250 enfants et pas d'école (rires). Le maire fait construire 300 villas, et il ne projette pas qu'il va y avoir 250 enfants. Donc là j'ai adhéré malgré moi parce que je n'étais pas du tout de ce bord là, à la fédération Cornec [la FCPE fut longtemps nommée « fédération Cornec », à cause de la longévité de son président de 1956 à 1980, Jean Cornec. La FCPE est une fédération de parents d'élèves étiquetée à gauche,NDLR]. Donc tout de suite, quand vous rentrez dans ces mouvements là, vous en apprenez plein. Ensuite on s'est battu, c'est moi qui ai monté l'association de défense des locataires parce que les villas étaient très belles, mais tout était fait de briques et de broc, l'électricité sautait tout le temps. Donc avec la confédération nationale du logement, on a créé une association de locataires. Et tout le village a adhéré à cette association et on s'est battus contre un maire qui était médeciniste, enfin sans étiquette mais soutenu par Jacques Médecin à l'époque. Et donc là j'ai commencé à évoluer avec plein de gens. On a eu l'école en préfabriqués au bout de 6 mois quand même, face à Jacques médecin qui était notre député, et puis j'ai rencontré de belles personnes dans cette association, des pédagogues de l'école et tout ça, des trotskistes justement, des communistes. Et qui soutenait ces associations qu'on avait monté ? C'était des communistes, donc j'ai fini par adhérer au Parti Communiste en 1977, bon j'ai tué mes parents parce qu'ils étaient anti-communistes primaires. Et puis après, je n'ai eu de cesse d'apprendre d'apprendre d'apprendre et le Parti Communiste m'a beaucoup apporté. Je n'y suis plus depuis 1989, ça fera 30 ans mais je ne jette pas le bébé avec l'eau du bain parce que j'ai rencontré des gens formidables de terrain, des intellectuels qui m'ont fait lire des livres. J'ai fait l'école du parti donc je suis marxiste, je suis toujours communiste mais je ne suis plus au PCF par rapport aux pays de l'Est. J'ai déchiré ma carte par rapport aux pays de l'Est parce que je trouve que le Parti Communiste a trop caché pendant longtemps qu'il y avait des choses qui n'allaient pas non plus. J'avais un pied dedans, un pied dehors puis j'ai fini par sortir quand ça a craqué dans les pays de l'Est parce que là j'ai vu quand même qu'on m'avait bernée.

R.P. : Et au niveau professionnel, vous étiez éducatrice spécialisée ?

G. L : j'ai commencé comme comptable, et puis j'ai travaillé un peu comme vendeuse pour avoir les mêmes jours de repos que mon mari qui était cuisinier. Après je suis resté 15 ans à la maison pour élever les enfants, beaucoup d'enfants chez moi. Et puis j'étais féministe quand même, et je suis partie travailler parce que je voulais mon indépendance financière. J'ai voulu me faire recycler comme comptable au Greta, mais pendant 3 ans ils ne m'ont jamais appelée, je ne faisais que les relancer. Un jour ma sœur qui était femme de ménage au foyer de l'enfance m'a dit « ils cherchent une cuisinière ». J'avais appris à cuisiner à ma mère avec mon mari, et je faisais la cuisine dans les colonies de vacances l'été. Je me suis présentée comme cuisinière, et quand je suis rentrée dans le foyer de l'enfance, je me suis dit « mais c'est éducatrice que tu devrais être ». ça m'a prise aux tripes. Et donc je me suis donné les moyens de passer le bac à 43 ans, et puis après j'ai passé le concours d'éduc' spé', j'ai réussi et je suis partie donc à l'école à Marseille. Et puis voilà, j'ai réussi. Après j'ai été cheffe de service. C'est un métier qui m'a beaucoup plu. Educatrice c'était vraiment ce qui m'a pris aux tripes. Auprès d'adolescents, les plus durs, c'est ce que je préférais. Les garçons, et puis après les filles, et puis après j'ai été cheffe de service dans une petite structure chez les petits, et après chez les adolescents garçons. Vraiment c'est un travail très très intéressant, mais on manquait de moyens. J'avais monté la CGT en 1984, et en 2000 j'ai écrit un livre qui s'appelle « Le livre noir de la maltraitance institutionnelle ». Il y a eu un documentaire récemment qui montre ce que l'on disait déjà nous le personnel, mais aussi les enfants et les ados. j'ai vu que ça n'a pas changé. Et donc j'ai fait ce livre noir avec des collègues de la CGT, et on a gagné deux éducateurs de plus, et deux personnels de plus par structure, mais après, ça n'a pas arrêté de se dégrader sans arrêt. Les foyers de l'enfance, les services publics, etc. C'est vraiment la casse du service public par l'intérieur, c'est terrible, terrible.

R.P. : Merci pour ce petit détour via votre parcours de vie. Je voulais en revenir à une dernière question. Quand Emmanuel Macron vous a conseillé une forme de sagesse c'est-à-dire de rester chez vous, de ne pas manifester, il y a une autre personne que ça a choquée, Milfet Redouane, la fille de Zineb Redouane, qui quand elle a entendu ces propos s'est sentie vraiment insultée et choquée, elle a écrit une lettre ouverte à Emmanuel Macron qu'on a publié sur Révolution Permanente. Elle vous témoigne tout son soutien et dit à quel point ça l'indigne d'écouter des propos pareils et en

plus elle rappelle que sa mère était chez elle et qu'elle il aurait pu prendre plus de précaution que de rester chez elle et de fermer ses volets, et pourtant elle a été touchée par la répression. Donc quelque part dans le discours gouvernemental, comme un peut le voir dans votre cas à vous, il y a aussi cette volonté de faire porter la responsabilité de la répression aux manifestants, qui ne seraient pas assez prudent…

G. : Oui, tout à fait. La sagesse c'est nous, ce n'est pas Macron, c'est nous qui nous battons au quotidien. Concernant la lettre ouverte de la fille de madame Redouane, je viens d'en prendre connaissance, je soutiens la famille de Zineb Redouane et je remercie sa fille pour cette lettre. Je vais essayer de lui répondre par lettre ouverte.

R.P. : Maître Alimi a déposé trois plaintes, qu'est ce que vous attendez de cette procédure judiciaire ?

G. : J'espère qu'il va réussir à faire toute la clarté, comme ce fut le cas dans l'affaire Rémi Fraisse. Je sais qu'il est spécialiste de ça, et j'espère qu'il fera toute la clarté avec mon avocate, Mireille Damiano, et puis ATTAC France a porté plainte puisque je suis la porte parole dans le 06.

R.P. : Aujourd'hui, vous comptez reprendre le combat dès que vous serez ressortie de l'hôpital ?

G. : Oh oui, oui oui dès que j'irais mieux et jusqu'à la fin de ma vie ! Vous savez, quand vous avez mis trois enfants au monde, que vous avez cinq petits enfants et vous voyez cette société. Je ne veux pas que mes petits-enfants héritent de cette société là. A ATTAC on dit, « un autre monde est possible, construisons-le, ensemble », et je veux vraiment que l'on construise un autre monde, parce que ce n'est pas possible de laisser celui-ci à nos enfants. Dès que je serai bien, je serai dans la rue. Vous savez depuis que je suis ici le 2 avril, je fais un travail syndical très important auprès des employés ici. Je suis quelqu'un de terrain, je suis comme je dis, une citoyenne de terrain. Jusqu'au bout. Jusqu'à ma mort.
On garde l'espoir d'y arriver, et j'ai vraiment beaucoup d'espoir avec les gilets jaunes. Ils nous ont permis de rebondir, et il faut vraiment qu'on rebondisse avec eux.

Propos recueillis par Flora Carpentier